

« François Hollande doit mettre son veto à une sortie de la Grèce »

L'économiste Thomas Piketty dénonce les apprentis sorciers européens

Thomas Piketty, 44 ans, est professeur à l'Ecole d'économie de Paris et l'auteur du best-seller *Le Capital au XXI^e siècle* (Seuil, 2013).

Entretien : PROPOS RECUEILLIS PAR ARNAUD LEPARMENTIER

Comment jugez-vous le bilan de François Hollande, qui semble se cacher derrière Angela Merkel dans la crise grecque ?

François Hollande doit s'exprimer solennellement pour dire qu'il mettra son veto à l'expulsion de la Grèce de la zone euro quoi qu'il arrive. Il est très important que quel que soit le résultat du référendum, le lundi, les Européens acceptent enfin de négocier la restructuration de la dette. En 2012, ils avaient promis une restructuration aux Grecs dès qu'ils dégageraient un excédent primaire, c'est-à-dire un excédent budgétaire hors service de la dette. On y est depuis fin 2014, mais les Européens ont trahi leur promesse.

Un veto peut s'avérer impuissant. La Grèce ne va-t-elle pas mourir par étouffement si on lui coupe les vivres ?

Pas si la France s'y oppose. Mais si elle continue à avoir une attitude molle, il y a un vrai risque que les conservateurs détruisent l'Europe, en expulsant un pays d'une façon hyper-violente, en asphyxiant son économie. Cela créera en Grèce un ressentiment et une acrimonie dont on n'a pas idée. Quand on aura expulsé Tsipras du pouvoir, on se retrouvera avec la Grèce proche de la Russie. Tous les discours d'extrême droite disant que la sortie de l'euro est possible s'en trouveront renforcés. Nous avons affaire à des apprentis sorciers qui s'imaginent qu'on va discipliner, stabiliser la zone euro, en expulsant un pays.

Vous voulez restructurer la dette, mais le FMI s'y refuse par principe.

Le FMI a pris l'habitude dans la communauté internationale de ne jamais effacer ses dettes. L'Europe devrait reprendre la partie de la dette du FMI : c'est 20 ou 30 milliards d'euros, alors que le bilan de la BCE avec la politique de « *quantitative easing* » de Mario Draghi doit passer de 2000 à 3000 milliards. On parle d'un pays dont le PIB représente 2 % de la zone euro. Il faut commencer par sortir le FMI du jeu et régler ça entre Européens. Depuis le début, ça n'a fait que rajouter une couche d'opacité sur des institutions européennes et des négociations extrêmement opaques.

Le FMI est dur parce que Christine Lagarde est candidate à sa réélection ?

Le FMI a toujours été très conservateur. Il fait semblant par moments de s'être adouci, d'avoir une vision plus sociale, plus réaliste de l'économie, mais dans le fond il a toujours été très dogmatique.

Que se passe-t-il une fois que la dette est reprise par les Européens ?

Il faudrait deux choses pour sortir de la crise en Europe : une conférence des pays de la zone euro sur la dette - comme il y en a eu dans l'après-seconde guerre mondiale - pour restructurer l'ensemble des dettes européennes - non seulement la dette grecque mais aussi celles portugaise, italienne ; trouver une clé de répartition par rapport aux augmentations de dettes qui ont eu lieu à la suite de la crise financière. Et il faudrait une nouvelle gouvernance démocratique pour éviter que ce genre de désastre ne se reproduise.

Il faut aussi restructurer la dette française qui est passée de 65 % du PIB au début de la crise en 2008 à presque 100 % aujourd'hui ?

Toute la partie supérieure à 60 % du PIB devrait être mise dans un fonds commun de rédemption de la dette publique européenne. Ensuite, il faudrait un moratoire sur tous les repaiements pendant un certain nombre d'années. Le problème actuellement c'est qu'on a le nez dans le guidon. Dans l'histoire, on trouve des dettes publiques bien supérieures à 200 % du PIB et on s'en est toujours sorti.

La première méthode, observée au XIX^e siècle au Royaume-Uni, consiste à accumuler des excédents budgétaires. Cela peut marcher, mais ça prend des dizaines d'années, dans lesquelles on met plus d'argent à rembourser des intérêts qu'à investir dans l'avenir.

L'autre solution, celle de l'Allemagne et de la France dans les années 1950, c'est un mélange de restructuration, d'annulation de dette, d'inflation, d'impôts exceptionnels sur les patrimoines privés, qui ont permis à ces deux pays de réduire leur dette de plus de 200 % du PIB en 1945 à guère plus de 30 % en 1955, sans jamais les rembourser. En pourcentage du PIB européen, l'annulation de la dette extérieure allemande en 1953 fut bien plus importante que la dette publique grecque actuelle...

A l'époque, on est dans une dynamique de croissance de 6 % à 7 %...

C'est justement ça qui va faciliter la croissance des années 1950-1960. **L'Europe s'est construite sur l'annulation des dettes du passé.** On a dit aux jeunes Allemands et aux jeunes Français des années 1950 qu'ils n'étaient pas responsables des dettes de leurs parents ou des gouvernements précédents. Il faut aujourd'hui faire de même.

Que dites-vous au retraité d'Allemagne ou de France qui explique que l'annulation de la dette lui coûte 700 € ?

C'est une année de croissance. Dans cette crise qui nous a mis en stagnation, on a perdu beaucoup plus d'argent à cause de la croissance que tout ce qu'on pourrait perdre avec la dette grecque. A un moment, quand les dettes sont trop élevées, cela pèse sur la croissance d'une façon telle qu'il vaut mieux les annuler. On vit actuellement dans une phase où on a beaucoup d'amnésie historique, d'ignorance historique parfois, ce qui est problématique, surtout s'agissant de l'Europe, de l'Allemagne, de la France.

Comment pouvez-vous dire aux jeunes générations de Grecs - qui ont un taux de chômage de 30 %, qui viennent de subir un ajustement budgétaire de 12 % du PIB au cours des cinq dernières années - qu'il va leur falloir augmenter leur excédent primaire de 1 % du PIB en 2015 à 2 % en 2016, 3 % en 2017, 4 % en 2018, et qu'ils vont ensuite repayer pendant quarante ans 4 % du PIB ? C'est toujours la proposition officielle de la Commission européenne publiée sur son site le week-end dernier. Cela n'a aucun sens.

Que dites-vous au Slovaque et au Balte qui ont un salaire minimum et une retraite plus faible qu'en Grèce, qu'ils doivent financer le sauvetage grec ?

Il n'est pas normal que les Portugais ou les Slovaques soient mis à contribution dans les mêmes proportions que les Français ou les Allemands. Il faut une restructuration d'ensemble, prenant en compte la situation de chacun.

D'accord, mais finalement qui paiera ? Les Allemands et les Français, ou personne ?

C'est une dette vis-à-vis de nous-mêmes. La zone euro dans son ensemble détient plus d'actifs financiers dans le reste du monde que le reste du monde n'en détient dans la zone euro. C'est une dette interne qui aujourd'hui handicape la croissance partout. Repayer pendant des décennies n'est pas la solution.

Vous proposez un transfert financier régional et générationnel : les retraités vont devoir renoncer à une partie de leur épargne au profit des actifs ?

Ce que je propose est un ajustement en faveur des jeunes générations. Et surtout entre les personnes qui détiennent plus de patrimoine par rapport à ceux qui en détiennent moins. N'oublions pas qu'à l'intérieur d'une tranche d'âge, les inégalités de patrimoine sont presque aussi fortes que sur la population dans son ensemble. Le but est de répartir l'effort de la façon la moins injuste et la plus efficace possible. L'austérité actuelle a pesé sur les jeunes et les plus modestes. Il faut inverser ces choix.

Comment organisez-vous démocratiquement cet apurement de la dette ?

Il faut instaurer une chambre parlementaire de la zone euro dans laquelle chaque pays serait représenté par des députés issus de son Parlement national en proportion de sa population. Cette chambre fixerait le rythme d'apurement des dettes, le niveau commun de déficit public, d'investissement public. C'est tout à fait normal : à partir du moment où on a une monnaie commune, il faut le faire en commun, mais de façon démocratique. Cela conduit à de la discipline budgétaire, tout en évitant l'austérité. Beaucoup de personnes en Allemagne auraient peur d'un choix majoritaire sur le niveau de déficit. Mais le contournement de la démocratie par des règles rigides et des procédures technocratiques n'est pas la solution. Cela nous a conduits au bord du gouffre, il faut maintenant rompre avec cette logique.

PROPOS RECUEILLIS PAR ARNAUD LEPARMENTIER